

**COLLEGE INTERARMEES DE DEFENSE
DIVISION B
BRIGADE 6**

LE 25/2/2000

MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE

LA TCHETCHENIE

**SEPTIEME PROMOTION
SESSION 1999-2000**

**CE CHIPOY, Didier
GENDARMERIE**

PLAN

INTRODUCTION page 3

I. – PRESENTATION DE LA TCHETCHENIE

- 11. GEOGRAPHIE page 4
- 12. HISTOIRE page 6
- 13. ORGANISATION SOCIALE page 14
- 14. LA RELIGION page 16
- 15. LE SYSTEME POLITIQUE page 18
- 16. L'ECONOMIE TCHETCHENE page 19

II. – LA GEOPOLITIQUE DE LA TCHETCHENIE

- 21. L'ENJEU POUR LA RUSSIE page 22
- 22. LES ROUTES DU PETROLE page 24
- 23. LES ALLIANCES REGIONALES page 26
- 24. LA GUERRE ACTUELLE : REACTIONS DES ETATS-UNIS ET DE L'UNION
EUROPEENNE
page 27

CONCLUSION page 29

CARTOGRAPHIE page 30

BIBLIOGRAPHIE page 37

INTRODUCTION

Depuis plusieurs mois, une petite partie de l'immense Russie est à nouveau sous les feux de l'actualité. Après le battage médiatique relatif à l'engagement des alliés occidentaux au Kosovo, c'est, une fois encore, tout comme en 1992, 1994 et 1996, la **TCHETCHENIE** qui occupe la une de l'actualité mondiale à l'occasion de son affrontement contre la fédération russe.

Cette entité réduite d'à peine cinq cent mille habitants défie la puissance russe et la tient depuis plus de six mois en échec. Seuls, sans la moindre aide des pays occidentaux ou des pays islamiques voisins, les Tchétchènes résistent avec succès à la reconquête des troupes de la fédération. Mais, après tout, leur capitale Grozny ne signifie-t-elle pas «terrible » en russe ?

Si la Tchétchénie attire la sympathie par son courage et son obstination à arracher son indépendance, elle demeure un monde inconnu et mystérieux tout comme les autres peuples caucasiens.

Dans l'éditorial de la revue Hérodote du deuxième trimestre 1982 intitulé « d'autres géopolitiques », Yves Lacoste écrit : « la géopolitique ce n'est pas seulement des considérations d'envergure planétaire sur la stratégie des super-puissances, c'est aussi les raisonnements qui peuvent aider à résister à cette hégémonie ».

La détermination manifestée par le peuple tchétchène pour obtenir sa liberté et son indépendance ne peut que militer pour la réalisation d'un tel projet. Mais les divisions inhérentes à la structure clanique de ce peuple peuvent constituer un frein à cet objectif. Pour autant, la Russie même déliquescence ne peut accepter cette émancipation. En effet, elle constituerait un précédent fâcheux susceptible d'être imité par d'autres ethnies de l'immense fédération. Or, depuis plusieurs années, sa politique étrangère lui a permis par le biais de la Communauté des Etats Indépendants (C.E.I.) de rassembler autour d'elle plusieurs républiques caucasiennes et musulmanes d'Asie du sud (Arménie, Azerbaïdjan,...) et de reprendre pied dans la région. Il est bien évident par ailleurs que le conflit actuel constitue un enjeu majeur de la politique intérieure russe comme l'ont démontré les récentes élections à la Douma du 19 décembre 1999 mais aussi un vrai ferment d'unité et de fierté nationale à recouvrer.

Au plan géopolitique, les routes du pétrole et du gaz de la Caspienne et de l'Asie centrale ainsi que l'équilibre général de la région sont en jeu en l'espèce. La lutte d'influence entre la Russie, la Turquie et l'Iran dans la région du Caucase en serait immanquablement relancée.

« Les dictateurs passent, les montagnes sont toujours à la même place » aimait à rappeler SPYKMAN pour souligner l'importance de la géographie.

Aussi nous attacherons nous à présenter dans une première partie le cadre géographique et historique de la Tchétchénie puis son organisation sociale et religieuse avant d'évoquer le système économique et politique si particulier de ce territoire.

La deuxième partie de l'étude sera consacrée à la géopolitique de ce territoire en envisageant successivement les enjeux pour la Russie, la problématique des routes du pétrole puis celle des alliances régionales ; enfin les conséquences du conflit actuel sur les relations entre le continent russe et les Etats-Unis d'une part, l'Union Européenne d'autre part.

I. – PRESENTATION DE LA TCHETCHENIE

11. GEOGRAPHIE

« En politique, seule la géographie compte » Winston Churchill

« La politique des Etats est dans leur géographie » Napoléon

« Il n'y a qu'une chose qui ne change pas dans les Etats et c'est la géographie » Bismarck

La TCHETCHENIE, cette petite république montagneuse de 13000 km², se situe au sud-ouest de la fédération de Russie, au centre et au nord de la chaîne du Caucase, cette immense barre montagneuse qui relie, selon un axe ouest-est, la mer noire à la mer caspienne.

Bordée au nord par la fédération de Russie à laquelle elle appartient, au sud par la Géorgie, à l'ouest par l'Ingouchie et à l'est par le Daghestan, elle comptait avant la guerre près d'un million d'habitants dont près de la moitié de russes et de cosaques.

Si la partie centrale est relativement vallonnée et si le nord comprend de vastes plaines autour du fleuve Terek, c'est la présence quasi tutélaire du Caucase au sud qui domine la géographie Tchétchène et lui confère ses spécificités.

111. – La chaîne du Caucase : cette barrière, difficilement franchissable, dont les sommets principaux culminent à plus de cinq mille mètres, s'étend de la caspienne à la mer noire sur 1200 kilomètres. Elle aligne ses sommets enneigés et les dômes de ses volcans (l'Elbrouz 5642, le Kazbek 5047m) le long d'une crête quasi continue. En effet, le seul abaissement rendant son franchissement possible se situe entre l'Ossétie et la Géorgie.

Le Caucase est donc une formidable barrière et un refuge naturels. En effet, hormis les voies côtières de Sotchi à l'ouest et de Bakou à l'est, le seul passage notable est la « route militaire de Géorgie ». Celle-ci traverse la crête en son centre par les défilés de Darial et le col de Krestovyl situé à plus de 2300 mètres d'altitude. Elle relie Vladikavkaz à Tbilissi. Cette chaîne montagneuse constitue une séparation nord-sud majeure, un obstacle complexe entre les immenses plaines russes au nord et les plateaux anatolien et iranien au sud. Par contre, elle ménage un passage ouest-est entre les deux mers. Une série de bassins relie le domaine pontique bien arrosé au monde aride des steppes de l'Asie centrale. Ce quadrillage naturel définit un « cloisonnement régional fait de transitions et de rupture : montagnes-barrières ou montagnes-refuges, mosaïque de hautes vallées aux terroirs étagés et de bassins compartimentés à l'écart des grands axes ou encore un formidable château d'eau nourrissant de nombreuses rivières jusqu'aux piémonts semi-arides » (Charles Lecoeur).

Cette chaîne qui comprend tant de vallées inaccessibles propres à la résistance d'un peuple rebelle à l'asservissement est née de la collision entre deux plaques continentales au milieu de l'ère tertiaire. L'élévation de la montagne résulte, sous la poussée des plaques tectoniques, de la fermeture, au sud de l'Eurasie, d'un ancien domaine maritime dénommée « la Téthys ».

Le résultat de cette collision est légèrement oblique. A l'ouest, un affrontement régulier définit la ligne régulière du « grand Caucase » au-dessus des zones comprimées d'Abkhazie et du bassin du Rioni. A l'est, une série de compartiments avancent en coin vers le nord et déterminent des systèmes de massifs plissés et de bassins décalés par de grandes lignes de

cisaillement de direction sud-ouest/nord-est, accentuant par là le caractère de barrière et de compartimentage.

La dépression centrale de transcaucasie ne forme pas un couloir continu mais une série de bassins disposés en échelon et enchâssés dans les massifs. Le cloisonnement est marqué sur les contreforts de la chaîne où les séries plissées sont éventrées. Mais l'érosion n'a pas permis le développement de larges couloirs de communication permettant de traverser la montagne.

L'espace est en fait segmenté par de nombreuses failles perpendiculaires à la crête. Elles dessinent les longues vallées encaissées d'altitude perpendiculaires à la ligne des sommets. Ces hautes vallées sont, depuis la déportation des cosaques vers 1920 et des tchéchènes en 1944, quasiment désertes à l'exception de l'Itchkérie où quelques tribus se sont réinstallées mais en nombre bien inférieur à celui d'avant 1944. Elles ne sont plus visitées l'été que par les pasteurs et leurs troupeaux à l'occasion de la transhumance.

L'absence de couloir longitudinal caractérise le piémont caucasien car les parties basses correspondent à des bassins d'effondrement mal reliés entre eux. L'érosion de la chaîne a fourni d'énormes masses d'alluvions et de sédiments qui ont partiellement colmaté les cuvettes du piémont tchéchène. Ces dépôts, plissés par les mouvements des plaques tectoniques, ont emprisonné des ressources considérables en hydrocarbures et ce à des profondeurs peu conséquentes. Tel est le cas dans les régions de Grozny, la capitale, de Tarek au nord du Caucase, de Bakou ou du bassin du Koura aux confins de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan. Ils ont aussi donné aux terres du piémont et des plaines leur richesse.

La configuration du relief joue donc un rôle majeur dans le cloisonnement de cette région. En haute montagne comme sur les contreforts dominant Grozny, le réseau des vallées définit de petites unités séparées par les sommets. C'est dans ce cadre très cloisonné que se sont développées ces sociétés montagnardes exploitant des terroirs étagés. L'accès à ces territoires est toujours difficile et commandé par les basses vallées du piémont. La volonté russe de conquérir à plusieurs reprises Grozny s'explique autant par ce motif que par celui, plus logique et classique, d'occuper la capitale de ce territoire. De tout temps, les tribus montagnardes ont été assujetties au peuple occupant la plaine : kabarde puis russe.

Cette géométrie du terrain, tout entière dominée par la stature du Caucase, impose un cadre puissant aux peuples de la région.

Elle guide aussi les axes stratégiques sur la marge du monde russe. Ce fait géographique explique à la fois les revendications régionales et les intérêts de la puissance dominante russe.

112. - *Les voies de communication* : la Tchétchénie présente un intérêt particulier au plan des communications au sein de la région caucasienne. Nous avons indiqué plus haut le caractère très marqué de barrière infranchissable constituée par le Caucase. Il faut de plus considérer le rôle important que joue cette région située au centre de la chaîne, près du seul couloir de pénétration possible entre l'Ossétie du nord et la Géorgie et qui se présente comme un véritable carrefour au centre de la région, une gouttière longitudinale entre Piatigorsk, Vladikavkaz et Grozny. Ce couloir stratégique réunit au cœur de la Tchétchénie les lignes de communication vers la caspienne à la route de Géorgie. Il fait la transition entre la vallée du Tarek et les contreforts montagneux de la chaîne.

La politique russe a toujours consisté dans le contrôle des voies de communication et du piémont constitué de vastes plaines très riches. Elle va donc à l'encontre de l'affirmation nationale des peuples caucasiens, tcherkesse et tchéchène notamment.

De fait, les passages vers le massif montagneux revêtent moins d'importance que les liaisons longitudinales des vallées du Don et de la Volga à la mer caspienne, soit en réalité au nord, bien au-delà du Caucase.

Les principaux axes de communication détaillés sur la carte numéro trois sont, de fait, bien orientés ouest-est, et ce, à l'exception des routes Grozny-Sovietskoïe et Argoun-Vedeno.

Qu'il s'agisse du canal parallèle au Terek, de l'Alchantsoucki canal ou des voies ferrées, leur orientation est bien levant-ponant.

Trois chemins de fer importants traversent le pays. Le premier et le plus ancien, le chemin du pétrole, relie Bakou, Grozny et leurs champs de pétrole à Rostov par lequel le pétrole est acheminé vers les zones industrielles de Moscou et de Saint-Pétersbourg. Il réunit de plus plusieurs républiques du nord-Caucase : Balkarie, Ossétie du nord, Ingouchie, Tchétchénie et Daghestan. La seconde ligne relie Astrakhan et Bakou via Grozny. En amont du Terek, elle rejoint près de Goudermess la branche Rostov-Bakou. Le nœud le plus important du nord-Caucase, Goudermess, devint ainsi la deuxième ville du pays. S'y raccorde également une troisième voie doublant par le nord la ligne Rostov-Bakou. Celle-ci relie les enclaves russes et cosaques intégrées dans les républiques caucasiennes et correspond à l'ancien « limes ».

Un blocus des voies ferrées par les tchéchènes débouche sur la paralysie de toute la région et explique, là encore, la volonté russe de reprendre possession de cette région vitale pour ses communications dans la région. Un tel blocus, allié à celui de l'oléoduc Bakou-Novorossisk (voir infra) conduit à l'asphyxie de l'Azerbaïdjan.

D'une manière générale, malgré les nombreux fleuves descendant de la montagne et la présence des deux canaux, les principales voies de communication restent ces rares routes carrossables et ces deux voies ferrées sur un territoire de cent vingt kilomètres de côté environ soit l'équivalent d'une région administrative française moyenne, ce qui peut donner une idée du relatif isolement de ce territoire, à l'exception de sa capitale qui comptait plus de 400000 habitants en 1989.

Les fleuves : si, contrairement au Daghestan, chaque vallée d'un fleuve ne correspond pas en Tchétchénie à une ethnie, le système fluvial y joue un rôle crucial.

Il est formé par deux fleuves principaux qui traversent parallèlement au Caucase le pays : le Terek et son affluent la Sounja. Les autres fleuves ont une direction perpendiculaire aux montagnes et rejoignent le Terek dans la plaine. Ce sont ses affluents : Assa, Argoun, Valérik, Martan, Goïta, Belka ...

12. HISTOIRE

121. – *De l'Antiquité à l'Islam* : la présence des peuples du Caucase est attestée dès la plus haute antiquité. Trente peuples y étaient installés alors, dont les Gargares, ancêtres des Ingouches parmi lesquels combattaient de nombreuses femmes ce qui aurait donné naissance à la légende des amazones. Ce sont ces mêmes peuples que l'on retrouve aujourd'hui.

En 300 avant Jésus-Christ, la région est soumise à la double influence hellène et scythe.

Le peuple ibère envahit la chaîne caucasienne à l'aube du christianisme.

Lors de la conquête romaine, les troupes de Pompée après avoir achevé la guerre contre Mithridate VI, roi du Pont -en 66 avant Jésus-Christ- conquièrent la Syrie, la Palestine et Jérusalem ainsi que toute l'Asie mineure dont la région du Caucase. Après une période de repli due à la poussée parthe, la région s'étendant de la Mésopotamie au sud de la chaîne du Caucase est à nouveau conquise par Trajan en 105 après Jésus-Christ.

En 600 après Jésus-Christ, les tribus khazars s'installent sur la plaine au nord du Caucase.

En 750 débute l'influence islamique avec la conquête de la région par les califes omméyades.

Durant le Moyen Age et la renaissance occidentale, la chaîne caucasienne voit défiler les envahisseurs successifs : abbassides vers 1100, khanats mongols et horde d'or au début du 14^e siècle, ottomans enfin. En 1514, Selim Ier soumet l'Anatolie orientale. Entre le 14^e et le 15^e siècle, la Tchétchénie est soumise de force à l'islam sunnite, contrairement au Daghestan. Toutefois, le relatif isolement des peuples caucasiens leur permet de bénéficier d'une certaine autonomie jusqu'à l'arrivée, au 18^e siècle, des russes dans la vallée du Don.

Du 14^e siècle à la première moitié du 19^e siècle, la Tchétchénie va rester un territoire indépendant entouré de puissants voisins : Russie, Géorgie, principautés de Kabarda et de Koumyk-Tarki, khanat de Kouzan.

122. – *De la conquête russe à la déportation de 1944* : la conquête du Caucase par l'empire russe va s'étendre de 1820 à 1859 à l'est de la chaîne et jusqu'en 1864 à l'ouest. Après s'être débarrassé de la menace napoléonienne, les tsars poursuivent leur avancée vers les mers chaudes et leur rêve d'un accès à la méditerranée par la mer noire ou à l'océan indien par l'Afghanistan et le Pakistan ou l'Iran. Durant cette période, dans la région, ils s'opposent à la fois à la sublime Porte et à l'empire britannique. La conquête de la Tchétchénie s'étend de 1834 à 1859 sous le règne de Nicolas Ier. Mais alors que l'armée russe avait infligé une cuisante défaite à l'empire ottoman (1806-1812), puis à la Perse (1812-1813), il lui faudra des dizaines d'années pour soumettre les tchétchènes.

Dès la fin du 18^e siècle, les tsars envisagent la conquête du massif caucasien. Ils font ériger dans la plaine une série de places fortes constituant une sorte de « limes » à l'abri duquel s'édifient des villages d'agriculteurs russes et surtout cosaques, les « stanitsas », chargés de contrôler et de coloniser le territoire. Cette première avancée s'appuie sur la rivière Terek. Elle doit servir de base à la conquête ultérieure du piémont puis de la chaîne du Caucase afin d'effectuer la jonction avec les états chrétiens du sud de la chaîne (Arménie et Géorgie) qui sollicitent l'appui de la Russie afin de se libérer du joug ottoman. Mais dès 1790, les tchétchènes unis pour la première fois de leur histoire sous l'autorité du sheikh Mansour infligent une série de défaites aux russes en attaquant les places fortifiées de la plaine. Si Mansour est finalement capturé lors des combats autour de la place d'Anapa (alors qu'il tente de mettre le feu à la poudrière), près de la mer noire, son action fait prendre conscience aux tchétchènes qu'ils avaient la possibilité, à condition de savoir s'unir, de tenir tête à un aussi puissant empire. Mansour meurt en captivité en 1794 près de Saint-Pétersbourg. Durant la révolution et l'empire français, les russes se contentent de renforcer le limes et de quelques incursions au-delà du Terek.

Après avoir écrasé les Français, les russes, sous l'autorité du général Ermolov entreprennent la véritable conquête du Caucase. A la tête d'une armée de plus de 300 000 hommes -soit plus que la population totale tchétchène- il devra combattre de 1816 à 1859 pour soumettre, de façon très relative, ce peuple rebelle.

En effet, la résistance est farouche. Chaque village devient une place forte et sa population préfère mourir jusqu'au dernier plutôt que d'abandonner son indépendance. Ni la persuasion, ni les propositions de paix ne sont efficaces. Aucun ne se rallie et la cruauté de l'armée russe ne fait qu'exacerber la volonté de résistance. Pour preuve, le célèbre épisode de la prise du village de Dadi-Iourt. Trois mille soldats russes sont envoyés pour réduire la place qu'il leur faut entièrement raser. Pour aider moralement les hommes, les femmes dansent pendant le combat sur la place du village. Plus les canons adverses tonnent et plus la sarabande se fait frénétique. Lorsque le dernier homme périt, ce sont les femmes qui prennent les armes avant de s'égorger sous les yeux des soldats russes pour ne pas avoir à tomber entre leurs mains. Seules quelques jeunes mères peuvent être capturées. Mais lorsque les russes leur font traverser le Terek sur un radeau, chacune se cramponne à un soldat et le noie en se jetant avec lui dans les eaux tumultueuses du fleuve au cri de « à mort l'ennemi ! ». Un seul enfant survit

à la prise du village... L'atrocité des guerres caucasiennes est encore attestée par l'habitude prise par les soldats russes de scalper leurs victimes. Pendant le même temps chaque village cosaque s'orne d'un monticule de crânes et un général russe collectionne les mains de ses ennemis...

Ces récits peuvent expliquer la vigueur de la résistance tchéchène à la reconquête russe déployée depuis 1994. Les Tchéchènes sont depuis toujours de redoutables guerriers et la volonté de l'ensemble du peuple est inébranlable. En 2000 comme en 1850 ...

Après dix ans de lutte acharnée, l'armée russe n'a pas progressé de plus de vingt kilomètres, passant de la vallée du Terek à celle de son affluent la Sounja plus au sud où sont édifiées trois nouvelles forteresses. Nicolas Ier limoge Ermolov et le remplace par le général Paskévitch qui change de tactique. A la conquête brutale, il préfère une approche plus politique en s'alliant avec des chefs du Daghestan -dont l'annexion a été plus sereine-. Cette approche se conclut par la rédaction d'un traité de paix avec les chefs tchéchènes. Mais les chefs de villages et de clans posent trois conditions avant de rendre les armes : ne pas avoir à prêter serment d'allégeance au czar ; les otages tchéchènes capturés par les russes ne doivent pas être emmenés en Russie ; enfin le chamkhal de Tarki doit être nommé chef de la Tchétchénie. Mais Paskévitch refuse ces conditions comme humiliantes pour la Russie. La possibilité d'un règlement pacifique du conflit s'éloigne définitivement.

En effet, à cette même époque, un mollah dénommé Gazi-Mouhammed proclame le ghazavat : la guerre aux infidèles. Le conflit se déplace sur le plan religieux ou plutôt allie désormais des motivations nationalistes et religieuses qui se manifestent encore aujourd'hui.

Unissant tchéchènes et daghestanais, le nouvel imam inflige en 1830 une série de défaites importantes aux russes avant de mourir au combat. Mais l'élan est désormais donné. A la mort de chaque imam, il s'en trouve un nouveau pour reprendre la lutte. Le flambeau est repris par le sheikh tchéchène Tachu-Hadji après la mort tragique du deuxième imam du Daghestan, Hamzabeg -assassiné dans la mosquée victime d'une vendetta-. Il tente même de se faire nommer imam de Tchétchénie et du Daghestan mais c'est finalement Shamil qui sera nommé à sa place. C'est cet imam daghestanais qui deviendra le héros le plus célèbre de la guerre du Caucase.

S'appuyant sur la tactique des tchéchènes, Tachu-Hadji développe une stratégie de combat à base de petites unités très mobiles chargées de harceler l'ennemi. Elles ont pour mission de contenir les troupes russes pendant qu'à l'arrière les défenses s'organisent puis de les attaquer lorsqu'elles se replient vers leur base. Développées dans les vallées encaissées, ces actions permettent de causer de lourdes pertes aux forces russes sans trop exposer les défenseurs.

A la différence des daghestanais, les tchéchènes ne construisent pas de places fortifiées.

La végétation dense, les forêts impénétrables de leur région leur servent d'abri ou de base de repli. Seules des tours de guet, hautes d'une quinzaine de mètres environ, sont édifiées.

A l'été 1839, Shamil est vaincu par les troupes du général Grabbe au fort d'Akhoulgo. Mais la victoire russe n'est pas totale et Shamil peut rejoindre Tachu-Hadji au village de Benoï. La lutte reprend avec comme base principale la Tchétchénie. En 1840, Shamil est proclamé imam par un conseil des anciens. Il jure de poursuivre la lutte contre l'envahisseur jusqu'à la mort.

Il crée un état théocratique et divise la Tchétchénie, transformée en imamat, en quatre districts. Même si elle est contestée par les tchéchènes, toujours rétifs à toute forme d'autorité, la création de cet état tchéchène surprend les russes. Si Shamil parvient à poser un embryon d'organisation étatique au Daghestan, il échoue en Tchétchénie (collecte des impôts, levée des volontaires). Une anecdote fameuse illustre cette farouche indépendance du tchéchène. Après avoir fait aveugler un soldat pour le punir, Shamil lui-même échappe de peu à une expédition punitive de la famille, ce qui le conduit par la suite à modérer ses jugements.

Après de nouveaux échecs sanglants, Nicolas Ier ordonne la prise de la capitale de l'imamat de Tchétchénie, le bourg de Dargo, en 1844. Une armée russe de 12000 hommes s'empare bien de la cité mais est coupée de ses bases par Shamil. Elle ne doit son salut qu'à l'envoi d'une armée de secours. Mais les russes perdent encore dans cette campagne plus de 5000 hommes dont trois généraux, soit plus que lors des deux campagnes contre la Turquie et l'Iran.

Lorsque la guerre de Crimée éclate en 1853, Français et Anglais voient en Shamil un allié, rôle qu'il se refuse à tenir. En fait, il se dirige contre la Géorgie, comptant sur un appui ottoman qui ne viendra pas. A la fin de la guerre de Crimée, le tsar envoie une armée de 300000 hommes pour en venir enfin à bout. Il faudra trois mois (d'avril à août 1859) au général Bariatinski pour mater la résistance tchétchène. Des centaines de bourgs sont rasés ou incendiés, 100000 habitants massacrés et le territoire colonisé par des colons russes et cosaques. Mais la conquête de cette région aura coûté à l'empereur près de 120000 hommes et plus de quarante ans auront été nécessaires.

Durant la période 1860-1917, les survivants sont parqués dans des réserves. La montagne est pacifiée définitivement en 1887, après l'écrasement de la dernière révolte au Daghestan et annexée à l'empire. Une partie des habitants émigre en Turquie. Dans le massif caucasien, les cosaques sont utilisés par les russes pour contrôler les montagnards et tenir certains points stratégiques. Le Haut-Caucase reste cependant largement un territoire inviolé.

Cette difficile conquête du Caucase est à mettre en parallèle avec celle de l'Asie centrale qui ne prendra que vingt ans aux russes qui, dès 1865 occupent Tachkent.

La révolution bolchévique de 1917 voit les cosaques prendre partie pour le tsar. Ils seront chassés de maintes stanitsas -notamment du secteur de la Sounja- par les communistes. Les nouveaux maîtres de l'URSS ouvrent les réserves et tentent de russifier les indigènes en les faisant descendre dans la plaine. Une « république soviétique des montagnes » regroupant presque tous les peuples du Caucase du nord (tchétchène, ingouche, ossète, kabard, balkar et karatche) est même créée. En échange de la reconnaissance du gouvernement de Moscou, les caucasiens obtiennent de Staline dépêché sur les lieux du conflit, l'assurance que la charia sera reconnue comme loi constitutive du nouvel état. Mais cette ouverture est éphémère. Dès 1924, la division en plusieurs entités est achevée par le pouvoir bolchevik. La religion subit des attaques en règle. La collectivisation des terres se met en marche. Une région autonome tchétchène-ingouche, proclamée en 1934, accède au statut de république autonome le 5 décembre 1936. Cette courte évolution va connaître un épilogue tragique à la fin du second conflit mondial avec la déportation des peuples caucasiens ordonnée par Staline.

En 1943, Staline décide de supprimer certains peuples caucasiens, particulièrement les tchétchènes et les ingouches. Pour cela, ils seront décimés et déportés en Sibérie et en Asie centrale. Sous le fallacieux prétexte de collaboration avec l'occupant nazi, Béria -responsable de la NKVD puis du GPU- et Staline en personne planifient la déportation qui mobilise troupes et moyens de transport en pleine guerre contre l'Allemagne. Les conditions de transport très difficiles, l'absence totale de droits, d'écoles, le statut de réprimés et les nombreux décès n'entament pas l'esprit de résistance des tchétchènes. Mais ils résistent en reconstituant, en exil, leurs structures claniques traditionnelles.

La raison de cette décision du « petit père des peuples » demeure mystérieuse. Son origine géorgienne, tout comme Béria, les nombreux cas de désertion de tchétchènes et d'ingouches ne constituent pas des explications satisfaisantes. Les peuples déportés ne sont pas exactement non plus ceux qui ont le plus férocement résisté à la colonisation russe au 19^e siècle. Si les ossètes chrétiens n'ont pas été déportés, des peuples musulmans connus pour leurs traditions guerrières comme les avars -descendants des barbares alains- du Daghestan ne l'ont pas été non plus. Parmi les ethnies déplacées, il y eut des peuples turcophones (balkar et karatchaïs) mais aussi des peuples caucasiens (tchétchène et ingouche) ou asiatiques (kalmouk). La raison

n'en a pas plus été le désir de repeupler ces contrées vidées de leurs habitants qui sont depuis demeurées désertes. Seuls quelques « pieds rouges » russes s'installent à cette époque en Tchétchénie. L'intérêt stratégique des régions concernées n'est pas -à l'exception du carrefour de Grozny- plus évident.

Un dissident tchéchène réfugié en occident, Avtourkhanov, pense que ces raisons pourraient être les suivantes :

« la lutte permanente pour l'indépendance nationale des montagnards et leur refus du système despotique du régime soviétique colonial ;

« la volonté de Moscou de s'assurer le Caucase dans de futures confrontations avec l'occident ;

« la volonté du gouvernement soviétique de contrôler l'économie pétrolière caucasienne ;

« la volonté de faire du Caucase une base stratégique, invulnérable depuis l'intérieur et pour une expansion future contre la Turquie, l'Iran, le Pakistan et l'Inde ».

Où l'on retrouve le vieux rêve tsariste des mers chaudes et des débuts d'explication aux intérêts russes actuels dans la région... La géopolitique des Etats demeure malgré les changements de régime et explique bien des turpitudes de tyrans.

La déportation des peuples islamisés du centre du Caucase permettait d'établir une continuité chrétienne depuis les plaines du Don, le piémont caucasien jusqu'à la Géorgie en passant par l'Ossétie. Staline et Bériia, nous l'avons dit -s'ils n'étaient pas chrétiens- étaient bien géorgiens. Si l'on excepte l'aspect idéologique, l'origine géographique des intéressés renvoie à l'alliance traditionnelle entre les russes et les peuples chrétiens du sud du Caucase.

123. - Du retour de 1957 à l'éclatement de l'URSS : avec la déstalinisation en 1956 (XX^e congrès du PCUS), Khrouchtchev réhabilite les peuples déportés. Ingouches et tchéchènes retrouvent donc leurs terres d'origine. Mais leur réimplantation va se faire dans les plaines et le piémont bien plus que dans les vallées montagneuses. Cette implantation permet de surveiller les tchéchènes en les positionnant au milieu des populations russes et cosaques, voire de tenter de les assimiler. Mais ce retour mécontente alors fortement certains peuples, notamment les géorgiens, ce qui milite là encore pour l'une des hypothèses évoquées ci-dessus. Ce retour était également souhaité par les républiques qui avaient accueilli, par force, les déportés qui constituaient en leur sein de fortes minorités. Au point que le Kazakhstan avait envisagé de leur attribuer une république autonome et que le président du conseil des ministres kazakh, membre du Praesidium du PCUS, avait fortement milité en son sein pour un retour de ses hôtes bien pesants.

Ce retour s'est donc effectué dans le piémont et la plaine tchéchènes d'où les cosaques ont été quasiment chassés depuis 1920. Les autochtones se sont donc retrouvés au contact direct avec les colons russes dans un contexte propice à la confrontation et ce, dans un climat de rancœur quand ce n'est pas de haine. Les gouvernements ont constamment cherché à faire descendre les tchéchènes des montagnes afin de mieux les contrôler dans les vallées.

La république autonome de Tchétchénie-Ingouchie reconstituée en 1957 est agrandie de 20 % au détriment des cosaques qui abandonnent les territoires au sud du Terek.

Les conditions sont réunies pour une sanglante confrontation. Le déroulement des événements depuis 1990 va en accélérer le déclenchement.

124. - Les événements depuis 1990 : le développement de l'affaire tchéchène prend place à cette époque dans le cadre de la lutte que se livrent au niveau central Gorbatchev et Eltsine. Si la pérestroïka de Gorbatchev est, en matière de nationalités, restée dans l'expectative, le président de la fédération de Russie pousse les autres républiques de l'URSS à l'émancipation afin d'affaiblir son rival.

Le 26 septembre **1990**, les autorités de la république autonome socialiste soviétique de Tchétchénie-Ingouchie, à l'initiative de Dokhou Zavgaev, proclament la souveraineté de leur état tout comme bon nombre d'autres républiques de l'ex-URSS, à l'image de la république fédérative de Russie de Boris Eltsine.

En novembre 1990, Djokar Doudaev, tchéchène d'origine mais marié à une estonienne, à l'occasion de vacances passées à Grozny, participe au congrès national du peuple tchéchène. Il en devient le président en raison de ses titres militaires – il est le premier tchéchène officier général russe et s'est illustré en Afghanistan contre les talibans islamistes – mais surtout en raison du radicalisme de ses positions.

En mars **1991**, le soviet suprême de Tchétchénie-Ingouchie décide de ne pas participer au référendum sur le maintien de l'URSS. Le congrès national du peuple tchéchène proclame que son objectif est une Tchétchénie indépendante. En juin, il dissout le soviet suprême de la république, proclame la séparation des deux ethnies et la création de la république tchéchène Nokhthi-Tcho. La tentative de coup d'état à Moscou du 19 au 21 août débouche sur la victoire d'Eltsine et provoque à Grozny la chute de Zavgaev, le président du parlement tchéchène.

Doudaev, soutenu par Eltsine, obtient sa démission et la dissolution du parlement au prétexte que Zavgaev aurait soutenu les putschistes. Le 25 août, lors d'une session extraordinaire du parlement, une délégation moscovite vient réprimander les députés tchéchènes et pousser au remplacement des dirigeants par Doudaev. Le 29 août il crée une garde nationale qui occupe la radio-télévision et les bâtiments administratifs. Le 3 septembre Zavgaev s'enfuit dans son fief au nord du pays après avoir vainement tenté de déclarer l'état d'urgence.

Le 6 septembre, lors d'une session du parlement, la garde nationale prend d'assaut les locaux. Plusieurs députés sont blessés, le premier secrétaire du comité du PCUS de Grosny, Koutsenko, défenestré. Zavgaev doit signer un acte d'abdication. Doudaev et les chefs du congrès national, appuyés par Khasboulatov, président du parlement russe et ami d'Eltsine, déclarent assurer désormais le pouvoir. Ils fondent un conseil temporaire et proclament l'indépendance de la Tchétchénie. Concomitamment, les députés ingouches proclament l'émancipation de leur république. Le 1^o octobre, le conseil temporaire se scinde en deux factions. Doudaev, minoritaire, parvient grâce à la garde nationale, à mettre en fuite ses opposants. Le 9 octobre, le soviet suprême de la Russie exige le démantèlement des forces armées illégales et reconnaît comme seul légitime le conseil temporaire. Doudaev réplique en proclamant la mobilisation générale.

Le 27 octobre Doudaev et le nouveau parlement sont élus mais par 10 % seulement des électeurs. Une milice populaire se forme pour faire contrepoids à la garde nationale.

Le 1^o novembre 1991, la Tchétchénie se proclame souveraine.

Le 7 novembre, Eltsine proclame l'état d'urgence, décision que Khasboulatov, désormais adversaire d'Eltsine, refuse de faire entériner par le parlement russe. Le 27, l'indépendance de la Tchétchénie est proclamée par le soviet suprême de la république, décision que les ingouches refusent d'imiter. En octobre, les troupes russes sont obligées d'évacuer Grozny, humiliant Eltsine qui a sous-estimé le problème par ignorance du fait tchéchène. Si ce dernier vient de résoudre le problème du Tatarstan en lui accordant une certaine autonomie au sein de sa fédération, il mésestime gravement la crise caucasienne. En décembre, le district de Nadtéretchny, fief de Zavgaev, se rebelle.

Durant l'été **1992**, l'équipe de Doudaev se déchire à nouveau, cette fois à propos des revenus du pétrole. La tentative de Doudaev pour se rallier les autres peuples du Caucase échoue.

Il est aussi abandonné par Khasboulatov.

Le 28 février **1993**, une explosion dans un train en gare de Goudermess tue dix tchéchènes. Doudaev accuse les services secrets russes. En représailles, des convois russes sont attaqués. Les liaisons Russie-Azerbaïdjan sont coupées. En avril, le président dissout le parlement tchéchène, la cour constitutionnelle, le conseil de la ville de Grozny et le ministère de

l'intérieur. Il impose son administration présidentielle et le couvre-feu. En réponse, le 13 mai le parlement dépose Doudaev et le remplace par son ancien vice-premier ministre Mamodaev, désignation confirmée par la cour constitutionnelle. Les deux gouvernements s'opposent par les armes. La situation intérieure se dégrade rapidement sur fond de trafics généralisés dans un pays soumis depuis 1992 à un blocus russe sévère.

Jusqu'à la fin **1994**, la situation intérieure se dégrade irrémédiablement.

En mars Khasboulatov, qui a été démis de ses fonctions de président du parlement russe après l'attaque de ce dernier par les militaires sur ordre d'Eltsine, fait un retour triomphal à Grozny.

Il s'oppose à Doudaev. Durant l'été, des tchéchènes organisent trois prises d'otages, ce qui constitue le début de la crainte russe du terrorisme tchéchène. Le 5 juin, Doudaev prive Khasboulatov et les chefs de l'opposition du droit de résider en Tchétchénie.

Mamodaev, réfugié à Moscou, dirige un gouvernement d'opposition en exil soutenu par les russes. Le Kremlin a choisi son camp, mais un parti haï, corrompu et sans base populaire.

En juillet, des combats éclatent dans le sud du pays entre les troupes de Doudaev et celles de Labazanov, l'ex-chef de sa garde présidentielle. Ce dernier échoue à l'automne dans sa tentative de prendre Grozny malgré un soutien direct des troupes russes. En effet, les opposants sont déchirés entre diverses factions : partisans de Khasboulatov, de Mamodaev, Labazanov ... Le 15 octobre, une partie de Grozny est occupée provisoirement avec l'appui russe. Une nouvelle attaque fin novembre sur la capitale se traduit par une nouvelle déroute des opposants.

Eltsine lance un ultimatum aux différentes factions, sans effet. Le 10 décembre, les troupes russes interviennent en Tchétchénie officiellement pour rétablir l'ordre constitutionnel.

Le 15, elles lancent l'assaut sur Grozny.

La ville ne sera investie que le 19 janvier **1995**, après de très lourdes pertes. Les tchéchènes sont de redoutables combattants rompus à la « petite guerre ». Lors de l'investissement de la capitale, ils massacrent une colonne de blindés qui s'est imprudemment aventurée dans le centre de la ville.

Tandis que les Russes investissent les deux autres villes importantes : Argoun et Goudermess, Doudaev lance depuis la haute montagne la lutte contre l'occupant. Les cimes restent le sanctuaire inviolable où se réfugie toujours l'âme de la résistance tchéchène.

En juin, le commando de Shamil Basaev prend en otage quatre cents personnes dans un hôpital de Boudenovsk, dans la région de Stavropol en Russie (région limitrophe au nord de la Tchétchénie). Le premier ministre russe, Tchernomyrdine, dirige personnellement les négociations. Il ne peut éviter un assaut meurtrier des forces spéciales russes et la fuite du commando qui se réfugie en Tchétchénie. Durant l'été, des négociations sont entamées mais rompues après des attentats contre l'envoyé spécial d'Eltsine et le commandant en chef des troupes russes. Le 25 octobre, Salambek Khadjiev, chef du gouvernement mis en place par Moscou depuis son intervention armée, est remplacé par Dokhou Zavgaev, ancien chef du PC local dissous par Doudaev.

Le 17 décembre, Zavgaev, candidat pro-russe, est élu lors d'élections boycottées par la résistance.

En janvier **1996**, une nouvelle prise d'otages est organisée par Salman Radouev à Kizliar au Daghestan. Malgré son encerclement par les forces spéciales russes, le commando parvient, là encore, à fuir avec des otages et à rejoindre sa base. Un autre commando prend en otages les passagers d'un ferry-boat sur la mer noire. Les opérations militaires se poursuivent. En mars, la résistance reprend provisoirement une partie de Grozny à la surprise générale, sans doute grâce au réseau d'abris souterrains qui s'étend au-dessous de la ville. L'armée russe conquiert, de son côté, le 10 avril, Vedenov, localité où est implanté le poste de commandement de la résistance.

Le 21 avril, le général Doudaev est tué lors du bombardement par l'aviation russe de son quartier général, après avoir été repéré grâce à son téléphone portable. Le vice-président Yandarbaev lui succède. En mai, ce dernier part négocier à Moscou avec Eltsine un accord de paix. Celui-ci prévoit un retrait par étapes des troupes russes et des élections en Tchétchénie sur l'avenir de cette république.

Cet accord est souhaité par le candidat Eltsine car les élections présidentielles de 1996 lui imposent une conclusion rapide de l'affaire tchétchène, très impopulaire en Russie, notamment du fait des lourdes pertes en hommes -jeunes du contingent- qu'elle engendre.

S'il arrive en tête du premier tour, Eltsine a besoin du soutien du général Lebed notoirement opposé à la solution forte en Tchétchénie. Son désistement au profit du « tsar Boris » permet la victoire au second tour d'Eltsine. Le 3 juillet, Lebed, nommé président du conseil de sécurité russe, mène à leur terme les négociations avec les délégués tchétchènes.

Les accords de paix, signés sous l'égide de l'OSCE, prévoient le désengagement de l'armée russe et la reconnaissance de l'autonomie de la Tchétchénie. Un référendum est prévu en 2001 à propos du maintien de la Tchétchénie au sein de la fédération de Russie.

Le retrait russe, dû à une absence totale de politique caucasienne russe malgré les rapports de leurs experts, s'accompagne d'une promesse d'aide économique pour relever la région exangue.

Si les troupes russes se replient bien en **1997**, l'aide promise ne sera pas versée, même au Daghestan pourtant beaucoup plus proche de Moscou et dont les députés à Moscou réussissent à convaincre Primakov. Mais ce dernier est démis de ses fonctions de premier ministre.

Si Maskhadov -ancien colonel de l'arme blindée cavalerie russe- est élu régulièrement président le 27 janvier 1997 par 70 % des votants, il le doit à sa réputation de négociateur auprès des russes. Il représente le personnage le plus convenable pour le compromis dans le camp doudaïevien où il fait figure de modéré. Lors de ce scrutin, il réussit à rassembler les votes de la plupart des indépendantistes et des partisans de Moscou (Khasboulatov, Zavgaïev). Conformément aux accords de Khassav-Yourt, l'indépendance est prévue au plus tard en 2001. Mais il est rapidement abandonné par Moscou et ne peut mettre fin au chaos.

En effet, après une période d'accalmie en **1998**, la situation se dégrade à nouveau, les résistants refusant notamment de rendre leurs armes. Les enlèvements se multiplient. Le kidnapping constitue avec les multiples trafics la ressource essentielle du pays.

En février **1999**, le président Maskhadov proclame la charia en Tchétchénie.

A l'été 1999, trois attentats font plus de trois cents victimes à Moscou. Ils sont attribués par les russes aux tchétchènes et notamment à la bande de Basaev qui, depuis le printemps, lance des attaques répétées contre les troupes russes stationnées à la frontière daghestanaise, même si l'implication des services secrets russes est également évoquée avec insistance. Pour le pouvoir russe, soutenu cette fois massivement par l'opinion publique, il est temps de laver les affronts passés et de remettre au pas la république rebelle. Profitant du fait que l'opinion publique mondiale a les yeux fixés sur le Kosovo, l'armée russe investit à nouveau la Tchétchénie et assiège Grozny début décembre. Après une reconquête assez facile du nord de la province, le siège de la capitale durera jusqu'au 1^{er} février 2000, causant plusieurs milliers de morts dans les rangs des fédéraux dont un général des forces du ministère de l'intérieur. La lutte se poursuit pour les rebelles –qui auraient volontairement abandonné leur capitale- dans les montagnes du sud où les parachutistes russes tentent de les encercler et de les réduire.

Les témoignages d'exactions à l'encontre des civils tchétchènes se multiplient de même que les condamnations internationales devant cette volonté de détruire le peuple tchétchène.

« L'abandon du combat est donc la reconnaissance immédiate de la supériorité morale ou physique de l'adversaire et de l'abandon de la volonté à poursuivre le combat » écrit Carl von

Clausewitz dans son ouvrage «la théorie du combat». L'issue des combats actuels démontrera qui des tchéchènes ou des russes répondra le mieux à cette acception.

13. ORGANISATION SOCIALE

131. – *Un système clanique* : la complexité de la crise tchéchène est due, pour une grande part, aux rivalités des clans les plus puissants sur lesquels s'appuient les différents leaders des factions locales.

Cette organisation clanique remonte à la nuit des temps. Chaque clan est constitué d'un nombre plus ou moins grand de familles. L'unité de base est en effet la famille (nek'iï) rattachée à la lignée (gar), au sein de laquelle les relations sont très codifiées.

Ce régime tribal est apparu en Tchétchénie au 16^e siècle. Il s'est formé sur la base d'unités militaro-économiques dénommées « toukhomes » (signifiant œuf ou grain en russe), organe de régulation, sans chef ni pouvoir militaire, entre les différents clans qui le constituaient.

La plupart des tchéchènes se soumettent aux règles de l'endogamie. Si à l'ouest du Caucase la future épouse doit venir de loin, à l'est chez les tchéchènes et daghestanais, le mariage a lieu entre cousins. Ceci n'est pas sans conséquence sur la mobilisation en cas de conflit qui concernait davantage de villages à l'ouest et sur les migrations vers la Turquie de ces peuples chassés par les russes. Ceux de l'ouest -tcherkhèzes, abkhazes, oubiques- ont ainsi migré plus massivement vers l'Anatolie après l'accord d'accueil conclu au 19^e siècle avec les turcs. Les cadets sont subordonnés aux aînés. Les ancêtres constituent une véritable richesse. Chaque famille a le devoir de conserver leur mémoire. Il n'est pas rare de remonter jusqu'à quatorze générations. Plus la liste des ancêtres est longue et plus l'estime du corps social pour la famille sera grande surtout si elle comporte des sheikhs (chefs religieux) ou des oulemans (docteurs de la loi coranique).

Le mépris souvent affiché par les tchéchènes envers les russes tient en partie à l'absence de culte des ancêtres chez ces derniers.

Entre les différents clans, la tradition de vendetta est également très forte.

Au-dessus de la famille et du clan -au nombre de 135 teïps dont 28 réellement importants-, l'organisation sociale comporte des unions claniques ou toukhoms.

L'union de tout le peuple tchéchène, hormis la période Shamil, reste pourtant une utopie, ce qui n'est pas sans conséquence dans sa lutte pour son émancipation.

Le tchéchène reste un homme libre qui n'a jamais connu la servitude et où la noblesse est également inconnue. La condition de la femme tchéchène est l'une des plus avantageuses du Caucase et il n'est pas rare de voir celles-ci appelées à arbitrer un conflit entre clans.

Historiquement, les tchéchènes se divisaient au 19^e siècle en neuf toukhoms dont sept se situent dans l'actuelle Tchétchénie et deux au Daghestan. La plus grande partie du clan des ortskhoeviens, celui de Doudaev, a émigré après la guerre caucasienne vers la Turquie et la Jordanie où les tchéchènes sont nombreux (50000 personnes), occupent de hautes fonctions et constituent un soutien important des souverains hachémites.

D'une manière générale, les clans des plaines s'opposent traditionnellement à ceux des montagnes.

Dans une telle société, le pouvoir de chaque homme d'état repose sur les forces que représente le clan dont il est originaire. C'est pour cette raison que le pouvoir de Doudaev a été contesté dès le départ par les toukhoms les plus importants. Il n'avait réussi à rassembler autour de lui que quelques clans secondaires des montagnes attachés à l'indépendance.

Il s'opposait aux teïps puissants de Zavgaev, de Khasboulatov (teïp Kharatchoï au nord-est de Grozny) et de Zougäiev (district de Nadteretchny) notamment.

Khasboulatov s'appuyait sur les clans de la plaine qui refusaient la guerre et avaient fourni aux russes les membres des conseils et autres soviets communistes. Ce sont ceux-ci qui se sont ralliés au pouvoir fédéral lors de la nouvelle invasion russe de décembre et ont encouragé une partie des défenseurs de Grozny à se rendre aux forces fédérales en janvier 2000.

La guerre civile actuelle oppose donc logiquement les montagnards aux teïps des plaines pour le contrôle du couloir de Grosny-Goudermes industrialisé grâce à la présence du pétrole.

Ce passage contrôle en effet tous les flux commerciaux de la Tchétchénie.

A l'époque soviétique, les structures claniques ont été officieusement reconnues. Le soviet suprême de la république n'était qu'une réunion des représentants majeurs des principaux clans. Il ressemblait à s'y méprendre à l'assemblée générale des clans qui existait du temps de Shamil. Les communistes, en habillant de ces oripeaux les structures claniques, ont tenté de se rallier les tchéchènes, rompant ainsi avec la politique précédente d'opposition violente des autorités tsaristes.

La Tchétchénie n'est en fait qu'une union de clans parlant la même langue mais vivant de manière très autonome et qui ne sont capables de s'unir que face à un danger suprême, une agression extérieure notamment. La notion de peuple « vainakh » (nom que les tchéchènes se donnent à eux-mêmes et aux ingouches) ne débouche pas sur une entité politique réelle. D'ailleurs, l'unification des deux ethnies vainakh, tchéchène et ingouche, même si elle a existé par le passé, n'est pas d'actualité. Outre les accusations des premiers concernant la passivité des seconds à les soutenir dans leur lutte contre l'agresseur russe, il existe actuellement un contentieux frontalier grave entre les deux peuples qui se disputent le district de Sounjenski, ancien arrondissement cosaque dissous en 1927.

Le système clanique affecte naturellement davantage les campagnes que les quelques agglomérations tchéchènes. Doudaev avait d'ailleurs tenté de s'en affranchir en créant le congrès national du peuple tchéchène (l' OKTCHN), plus ouvert, indépendant des clans et visant à rassembler tous ses concitoyens. Pour surmonter les rivalités entre les clans, toujours très vives, il s'est appuyé sur des partis plus rassembleurs : congrès national précité, parti démocratique vainakh. Dans le même temps, Zavgaev s'appuyait sur la réunion des clans.

Aucun parti politique d'ampleur nationale, susceptible de rassembler l'ensemble du peuple tchéchène, n'a pu voir le jour.

132. – Une unité impossible ? : Cette organisation sociale qui perdure explique la réelle désunion du peuple tchéchène qui obère gravement ses chances de victoire finale sur l'occupant russe. Si les combattants tchéchènes sont en mesure de tenir en échec leur adversaire dans les montagnes du sud, il est permis de s'interroger sur leur aptitude à surmonter leurs divisions pour bâtir un état tchéchène pérenne.

Les tchéchènes eux-mêmes pensent que l'idée d'un peuple tchéchène n'existait guère autrefois. Ce nom de tchéchène leur a d'ailleurs été attribué par les russes alors qu'il n'existe pas dans leur propre langue de nom désignant la nation des tchéchènes. Ils emploient le nom des clans correspondant souvent au nom d'un ancêtre glorieux.

D'après les légendes tchéchènes, leurs aïeux vinrent du sud, de Syrie et s'installèrent en Azerbaïdjan. De là, à travers l'Abkhazie, ils passèrent sur le versant nord, puis sous la pression des kabardes ils furent refoulés sur leur territoire actuel.

133. – Les structures locales actuelles : les organes actuels d'administration ont été mis en place sous l'ère soviétique. Ils sont issus des kolkhozes et des soviets villageois qui, on l'a souligné plus haut, correspondaient aux structures claniques.

Depuis 1990, cette organisation n'a pas subi de transformations majeures. La vie de chaque communauté de village est gérée par une assemblée de représentants élue par tous les villageois pour quatre ans. L'assemblée arrête le budget local et les projets de développement économique, définit les conditions d'installation des entreprises, les règles d'exploitation des ressources naturelles. Les administrations locales sont responsables devant l'assemblée des représentants de son territoire et sont subordonnés directement au président et au parlement de la république.

L'anarchie et le chaos qui ont suivi la proclamation d'indépendance ont entraîné de profondes scissions au sein du pays. Certains districts ont même déclaré se séparer de la Tchétchénie : qu'il s'agisse de Nadtéretchny ou des deux districts cosaques de la rive gauche du Terek. Nouvelle preuve, s'il en était besoin, du manque d'unité chronique de la société tchétchène.

14. LA RELIGION

141. – Un facteur d'unité : l'islamisation de la Tchétchénie est récente. Les derniers clans ont été convertis au milieu du 19^e siècle durant la guerre du Caucase. Mais par son caractère universel, le facteur religieux constitue quasiment le seul facteur d'unité du peuple tchétchène.

L'islam est apparu à la fin du 8^e et au début du 9^e siècle dans sa version sunnite. La pratique religieuse tchétchène est marquée par la présence des confréries et plus particulièrement du soufisme. Deux confréries musulmanes cohabitent actuellement : le Naqshbandiya et le Qadiriya. Depuis leur conversion, les musulmans caucasiens reconnaissent l'autorité spirituelle du sultan ottoman. Après la sécularisation de la Turquie, les musulmans du nord Caucase se tournèrent de plus en plus vers le monde arabe. Dans le même temps, le régime saoudien développait une politique de prosélytisme mondiale touchant également le Caucase.

142. – Soufisme et politique : les engagements politiques des membres des confréries soufies ont défini les orientations des tchétchènes et les luttes interclaniques au cours du 20^e siècle, pendant la guerre civile et surtout durant la guerre de 1994-1996. Le soufisme n'est pas un phénomène de sectarisme religieux comme le considéraient les soviétiques mais une forme plus intensive d'expression de l'islam. Les implications politiques n'en sont cependant pas neutres. Les confréries soufies se subdivisent en wirts (branches ou tendances), fondées généralement par des religieux éminents et qui se confondent avec les clans. Ainsi chaque tchétchène naît au sein d'un clan et d'une wirt. Ces wirts portent le nom de leur fondateur.

Deux confréries principales se partagent les faveurs des fidèles tchétchènes.

La **Naqshbandiya** : le tariqat (= chemin spirituel) soufi naqshbandi a été fondé au 12^e siècle et fut ainsi dénommé en l'honneur de Bahaaldin al Naqshbandi au 14^e siècle qui lui donna sa structure définitive. Lors de l'invasion mongole de 1220, l'Asie centrale faillit basculer dans l'éclectisme religieux de ses nouveaux maîtres qui mirent un siècle à se convertir à l'islam. Durant ce siècle de confusion, la loi mongole, le yasa, concurrence la charia. Pour rétablir et purifier la loi islamique, il faut toute l'autorité du mouvement des khodjas. Son élément le plus dynamique et le plus fécond sera la confrérie Naqshbandiya.

Les adeptes de cette obédience, proches des derviches tourneurs turcs, professent une forme plus discrète de prières tandis que les qadiris s'expriment dans des sortes de danses, les zikrs, accompagnées de prières. Les adeptes sont subordonnés à leurs chefs spirituels.

Historiquement, la présence de la Naqshbandiya est antérieure à celle de la Qadiriya.

Le premier chef spirituel naqshbandi fut le cheikh Mansour, à la fin du 18^e siècle.

Les Qadiris n'apparaissent dans le nord Caucase qu'au 19^e siècle.

La **Qadiriya** : cette confrérie est surtout présente en Tchétchénie, où se trouve son fief, ainsi qu'en Ingouchie et au Daghestan. La majeure partie des Naqshbandis se trouve au Daghestan bien qu'une forte confrérie naqshbandie soit installée depuis longtemps en Tchétchénie.

L'introduction de la Naqshbandiya sur le territoire tchéchéne date de l'époque de l'imamat de Shamil qui fut lui-même à l'époque le chef spirituel des Naqshbands. Shamil l'utilisa pour renforcer les fondements de son état et pour former une sorte d'élite militaire et religieuse. A partir de cette époque, l'islam naqshbandi est étroitement associé à la classe dirigeante. Après la défaite de Shamil lors de la guerre caucasienne et sa renonciation à la doctrine religieuse, les Naqshbandis perdent leur influence parmi les tchéchènes. Cela s'aggrava car, après la guerre, les cheikhs naqshbandis prirent des positions prorusses. Les membres les plus radicaux des naqshbandis, mécontents de Shamil et des résultats de la guerre, commencèrent à entrer dans une autre confrérie Qadiriya, poursuivie activement par les autorités russes et les Naqshbands.

Sur le plan social, les adeptes naqshbandis sont souvent des intellectuels, dits « arabistes » car ils connaissent l'arabe et appartiennent majoritairement à l'élite clanique de la société tchéchéne alors que les Qadaris sont surtout des campagnards, des paysans. La prière silencieuse des Naqshbandis implique une soumission plus longue et un effort spirituel plus intense que les danses et les chants des Qadiris.

Il semble qu'il n'existe aucune rivalité entre les deux confréries qui n'essaient pas de se ravir des fidèles.

Dans chaque village, la branche locale de la confrérie est conduite par un sheikh.

En Tchétchénie, l'ensemble des responsables religieux forme le Mekh kkhel, vieille institution paratribale, composée des chefs de clans et de confréries. Ressuscitée par Doudaev, cette structure comparable à un « conseil des sages » voyait ses réunions retransmises à la télévision. Il comprenait, outre les chefs des wirts les plus importants, les chefs de clan principaux. Une certaine unité s'est créée en son sein entre ces hautes autorités tchéchènes. Durant sa présidence, Doudaev a favorisé les Qadirys, obédience de son clan ainsi que de ses proches.

L'opposition soufie : il existe une opposition entre ces deux confréries en Tchétchénie à laquelle se mêlent des rivalités claniques. Au cours de l'histoire, les adeptes des deux confréries ont souvent suivi des orientations différentes. La Naqshbandiya fut la base spirituelle de l'imamat de Shamil tandis que la Qadiriya s'opposait alors à la lutte armée contre les russes. A l'époque soviétique, les confréries prennent des positions opposées. Les Naqshbandis participent massivement à une révolte contre les bolchéviques dans les années 1920-21 tandis que les Qadiris collaborent activement avec les communistes. Les premiers dirigeants tchéchènes ralliés à l'appareil soviétique étaient qadiris. Mais à partir de 1928, les qadiris ont été réprimés à l'instar de leurs confrères naqshbandis. Les confréries, dans le cadre de la lutte anti-religieuse, devinrent des organisations clandestines dont l'activité devait être gardée secrète par leurs membres.

A côté de ces deux branches principales, existent des wirts plus localisés.

Le batal hadji, dont les membres seraient liés aux auteurs des attentats anti-russes, se situe en Ingouchie. Ses adeptes pratiquent un zikr (danse rituelle du style de celle des derviches tourneurs turcs) très physique.

Le tchim mirza, dans le district de Mairtup, se caractérise par un zikr accompagné de tambours.

Cette appartenance à la religion islamique apparaît donc comme un facteur d'unité réel pour les tchéchènes mais unité relative toutefois du fait de la division entre soufies et zikrs opposés.

15. LE SYSTEME POLITIQUE

Tous les spécialistes du Caucase ont souligné l'importance des structures claniques et de la religion dans le système politique tchéchène. L'appartenance à un clan et à une confrérie -chaque clan étant rattaché à une des deux confréries- est fondamentale. Les principaux hommes politiques tchéchènes, à l'exception de Doudaev qui nous l'avons vu a tenté de dépasser les divisions des teïps, s'appuient sur leur clan d'origine. Cette tentative de Doudaev visait pour lui à s'attirer la jeunesse des villes. Elle était due aussi à son rattachement à une ethnie certes fameuse, celle des Orskhoeviens, mais qui a beaucoup perdu de son importance après l'émigration partielle de ses membres en 1860 vers l'empire ottoman. Cette appartenance est d'autant plus importante que la population est peu nombreuse, moins d'un million d'habitants avant 1994. Les rivalités entre clans et familles sont vives -pour des pâturages, un point d'eau ou une question de prestige- et selon qu'ils appartiennent aux ethnies de la montagne, du piémont ou de la plaine. Tous pourtant se proclament montagnards. Mais la juxtaposition des différents peuples (tchéchène, cosaque, russe...) a brassé les populations et brouillé le jeu politique qui n'épouse plus exactement les structures claniques. Elle complique encore une situation politique confuse entre pro-russes et indépendantistes. En effet, les clans qui avaient accepté de descendre de la montagne pour s'installer en plaine sont considérés comme des ralliés aux russes voire des collaborateurs par les montagnards. Toutefois, le fait que tous les clans ont été déportés puis se sont réinstallés dans la plaine, a ponctuellement atténué cette division. La guerre civile a, depuis 1994, ravivé ces divisions. Les divisions entre les ethnies restent très fortes, que ce soit au plan religieux comme on l'a vu avec les confréries soufies, sur le plan historique (en dehors de Shamil, il n'y a jamais eu d'unité du pays), sur le plan géographique (il y a de fortes rancunes entre les ethnies punies et les autres, les dominantes et les dominées). Les ethnies gravitent autour de leur centre administratif créé arbitrairement par l'administration soviétique et qui ne contrôle que sa partie montagneuse coincée entre deux vallées.

Le conflit politique actuel divise donc à la fois russes, cosaques et tchéchènes mais aussi ces derniers entre eux, selon qu'ils sont des montagnes ou de la plaine, ralliés à la résistance ou favorables à une paix de compromis.

La situation se trouve en fait compliquée par le fait que les populations sont désormais beaucoup plus mêlées et que nombre de tchéchènes ont émigré vers les villes russes dont Moscou. Il n'existe plus de frontière nette entre les différents groupes.

De plus, au sein du Caucase, aux luttes contre la puissance impériale en déliquescence, se superposent les rivalités interrégionales (Arménie-Ajërbaïdjan, Géorgie-Ossétie et Abkassie, etc...).

Le fait clanique demeure donc l'élément majeur de la politique tchéchène. Même le régime soviétique avait du composer avec lui. Les rivalités et la division qu'il induit nuisent à une solution pacifique du conflit tout comme ils obèrent les possibilités d'émancipation.

Chaque leader politique s'appuie sur son clan: Zavgaev sur celui de Nadtétretchny; Mamodaev sur le clan Tchankhoï; Khasboulatov sur le clan Khratchoï. Ce soutien est suffisant pour assurer leur existence politique mais ne leur permet pas de s'imposer. Ce qui, en fin de compte, ne peut que faire le jeu des russes en reproduisant à l'infini les divisions tchéchènes.

16. L'ECONOMIE TCHETCHENE

161. - *La région de Grozny* : cette métropole représente le plus ancien centre industriel du Nord-Caucase. 75 % de l'industrie du pays est concentrée sur cette région. Le reste se répartit entre les villes de Goudermess, Chali et Argoun. Hors période de guerre, l'industrie représente 40 % du PNI ce qui, dans une économie de type agricole est particulièrement remarquable. En 1994, l'agriculture représentait 34 %, la construction 11 %, les communications 4% et les autres branches 9 %.

Le décollage économique du pays est dû à la découverte du pétrole au 19^e siècle.

En 1823, à Mozdok (Ossétie du Nord), Doubinine construit la première usine du monde produisant du kérosène et traitant notamment le pétrole de la région de Grozny récemment découvert.

En 1893 est foré le premier puits de pétrole en profondeur (133 m).

A partir de cette date de nombreuses sociétés sont constituées souvent à base de capitaux étrangers : ainsi Russanovski, société anonyme moscovite ou la société anglo-russe Maxime. Trois raffineries sont construites près de Grozny ainsi qu'un oléoduc reliant les différents gisements à la capitale. La production augmente constamment pour atteindre plus de 640000 tonnes en 1904 et 1,7 million de tonnes en 1917. Si les gisements tchéchènes sont moins connus que ceux des différents Bakou, ils sont néanmoins significatifs surtout rapportés à l'échelle du pays puisqu'ils constituent 10 % de la production russe à la veille du second conflit mondial. L'importance de Grozny est telle qu'avant la Péestroïka, y est créé le seul institut de l'industrie pétrolière de toute la Russie.

Le capital étranger est très présent dans ce secteur dominant de l'économie puisqu'il représente les 2/3 des investissements en 1903, date à laquelle 11 compagnies pétrolières sur 18 appartiennent à des étrangers. La plus importante société, « Akhverdov » après avoir été fondée par des commerçants d'Ossétie du Nord, fut rachetée par des Belges. En 1914, elle construit un oléoduc reliant Grozny aux plaines de la Volga, à travers la Caspienne.

Outre son rôle de couloir de communication évoqué supra, la capitale tchéchène constitue donc très tôt le centre industriel du pays. Elle constitua la base d'une bourgeoisie tchéchène assez nombreuse et qui contribua à contrebalancer, jusqu'à une période récente, le poids des clans.

162. - *L'agriculture* : la fertilité des terres du bassin de la Sounja est avérée, à peine inférieure à celle des plaines de l'Ukraine et bien supérieure à toutes les autres terres russes.

A la veille de la conquête tsariste, les agriculteurs tchéchènes étaient les plus grands producteurs de blé de toute la région, l'exportant jusqu'en Turquie et en Iran. Après 1860, ces terres furent octroyées aux cosaques ou aux colons russes. En 1917, les cosaques étaient les plus importants propriétaires terriens (80 % des terres arables) . Mais en 1918, une grande partie des terres fut rendue aux tchéchènes. La propriété de la terre, qui n'a jamais été individuelle, n'a pas conduit à la création d'une aristocratie ou d'une bourgeoisie terrienne.

A la culture des céréales s'ajoute l'élevage et quelques plantations de thé dans les montagnes où les derniers habitants pratiquent un pastoralisme ancestral. Avant la guerre, les environs de Grozny accueillait de nombreuses exploitations maraîchères.

L'agriculture des villages est principalement vivrière voire autarcique depuis le début du conflit.

163. – Naissance et déclin d'une bourgeoisie tchéchène : au milieu du 19^e siècle, lors de la guerre du Caucase, les tchéchènes qui refusent de s'engager dans la lutte contre l'envahisseur russe se consacrent au commerce. Installés près des villages de cosaques, ils développent notamment des scieries utilisant la force motrice du Terek ou pour acheminer leur bois vers les foires régionales.

Les nombreux capitaux transitant entre Moscou et Grozny entraînent le développement d'un système bancaire. Si aucune banque locale ne se crée, de nombreuses succursales sont ouvertes par les principaux établissements de la région : Azovo-Donskoï, banque du Nord, banque russo-asiatique.

En 1910, de grandes sociétés multinationales s'installent à Grozny : Royal Shell, société Nobel, corporation générale russe...

Lors de la guerre civile (1917-1920), l'industrie pétrolière est presque entièrement dévastée.

Enjeu stratégique, elle provoque des luttes sanglantes. Avant d'entamer sa campagne infructueuse contre Moscou, le général blanc Dénikine conquiert d'abord Grozny, d'où il chasse les soviets en 1918.

Les installations sont rapidement reconstruites par les bolcheviks et la production s'intensifie constamment pour atteindre 22 millions de tonnes en 1970. Mais la production chute de manière significative à partir de cette date (4 MT en 1990).

La moitié de l'activité de la république dépend alors du pétrole. Si ses gisements s'épuisent, les techniciens tchéchènes participent alors à l'exploration pétrolière dans toute la fédération russe (Sibérie, Asie du Sud-Est). Les raffineries de Grozny assurent le raffinage de ces différents champs pétrolifères pour produire plus d'une cinquantaine de produits dérivés (du cirage au combustible des missiles et des vaisseaux spatiaux). Les produits sont exportés par oléoduc ou voie terrestre et ferrée par le port de Novorossisk sur la mer noire.

Suite à la mise en place du blocus russe en 1994, l'activité des raffineries décroît drastiquement, condamnant le pays à une activité économique très réduite, basée sur les trafics et la corruption quand il ne s'agit pas d'enlèvements et de chantages dans un registre typiquement mafieux s'appuyant sur la structure tribale. La guerre totale déclenchée à l'été 1999 par le gouvernement fédéral russe n'a fait qu'exacerber cette situation économique catastrophique.

Depuis la déclaration d'indépendance de 1994, le pétrole ne constitue plus en fait qu'un revenu d'appoint pour les autorités locales mais aussi une pomme de discorde entre les différents leaders.

164. – La diaspora tchéchène (et les mafias tchéchènes) : les tchéchènes se sont répandus dans le monde en trois vagues : après la guerre caucasienne, durant l'époque stalinienne et depuis la chute du communisme. Cette diaspora très importante joue un rôle prééminent dans le domaine économique. Par l'aide qu'elle apporte au peuple tchéchène, elle contribue de façon notable à l'effort actuel de guerre : financements, bases de repli, lobbies politiques.

Au milieu du 19^e siècle, de 400000 à 2 millions de nord-caucasiens se sont réfugiés notamment en Turquie (dont, peut-être, 50000 tchéchènes). Durant le déplacement décidé par Staline, de nombreuses familles auraient pris le chemin de l'exil tout comme depuis le début de la guerre en 1994, même si, pour ces deux périodes, les chiffres sont plus discutés.

Sur le million de tchéchènes recensés en 1990, à peine 200000 résideraient encore sur le territoire de la république, la plupart ayant fui en Ingouchie ou au Daghestan. La Russie elle-même, notamment Moscou et l'espace compris entre la Caspienne et la Volga, a accueilli une très forte minorité de tchéchènes, tout comme certains pays d'Europe occidentale, particulièrement l'Allemagne où réside une forte communauté. Le maintien en exil des structures claniques, les fait accuser constamment de tous les maux et donne lieu, en Russie notamment, à un racisme exacerbé depuis les attentats de 1999. Les « bruns », surnom donné

par les russes aux caucasiens, sont accusés de tous les maux. La réalité des mafias tchéchènes semble réelle, quoique souvent exagérée. Mais la crise actuelle en fait des parias, des mafieux, voire des terroristes dans leur totalité. Il est vrai également que l'industrie de l'enlèvement qui prospère depuis 1994 en Tchétchénie et l'implication dans plusieurs trafics des mafias implantées dans les diverses capitales accrédite largement ces accusations.

A l'intérieur de la Russie, on comptabilise 164000 tchéchènes hors de la Tchétchénie-Ingouchie, dont 58000 dans le Daghestan (tchéchènes dit « akkines »).

Dans l'ex-URSS, c'est principalement au Kazakhstan que se trouve la majorité des exilés tchéchènes (50000 au recensement de 1989 plus au moins autant de réfugiés depuis 1994).

Outre la Turquie et la Jordanie précédemment citées, il faut également mentionner des communautés importantes en Irak et Syrie où elles occupent des postes importants dans l'armée de ces deux pays.

La caractéristique majeure réside dans le fait que la république tchéchène se vide de ses habitants alors que, dans le même temps, la diaspora se fait toujours plus nombreuse.

Après la déportation de 1943, tous les tchéchènes n'étaient pas rentrés dans leur république.

Il y a fort à parier que tous ceux qui ont fui la guerre depuis 1994 ne rentreront pas au pays, même s'il ne s'agit pas cette fois d'une volonté délibérée du gouvernement russe. Nous avons vu d'ailleurs que l'expulsion des tchéchènes en 1943 n'avait pas été suivie d'une volonté communiste de coloniser le pays. L'état actuel de la Russie ne lui permet certainement pas de développer de tels projets, même si la fédération est actuellement accusée, dans ses camps de transit, de vouloir exterminer le peuple tchéchène.

Celui-ci va-t-il devenir un nouveau peuple palestinien ?

II. - LA GEOPOLITIQUE DE LA TCHETCHENIE

21. LES ENJEUX POUR LA RUSSIE

211. - *L'enjeu unitaire* : si, lors de l'implosion de l'URSS « la prison des peuples », à partir de 1989, le président de la fédération russe Boris Eltsine milite pour l'autonomie des différentes entités de l'empire, dès 1992, les autorités moscovites renouent avec la politique expansionniste des tsars et des soviets. Elle vise à ramener au sein d'une nouvelle structure les parties de l'URSS qui s'en sont séparées. Cette politique se traduit dans le Caucase par un jeu subtil et efficace.

Appuyant tour à tour les républiques et les mouvements sécessionnistes qui les travaillent, les islamistes et les chrétiens, livrant des armes ou agissant par le biais des russes qui demeurent dans ces états parfois à des postes politiques et militaires de haute responsabilité, la Russie revient rapidement dans le jeu caucasien. Cette politique conduira l'ensemble des républiques arménienne, azerbaïdjanaise, géorgienne notamment à demander à partir de 1993 leur adhésion à la C.E.I. La Russie domine à nouveau le Caucase comme elle dirige la CEI présidée par Eltsine puis par Poutine après le retrait du « tsar Boris ».

Mais avant tout, les dirigeants de Moscou veulent à toute fin préserver l'unité de la fédération qui pourrait être sérieusement mise à mal par l'exemple tchéchène. L'indépendance de la Tchétchénie pourrait être le prélude à l'éclatement de l'ensemble de la fédération russe qui ne compte pas moins de 21 républiques et provinces autonomes, peuples ou districts divers.

Le conseil de la fédération, d'ailleurs, s'est plaint fin 1994 de ne pas avoir été suffisamment consulté par Eltsine dans cette affaire. Afin de réaffirmer leurs droits, les présidents des républiques de la Volga et de l'Oural ont, en 1995, provoqué une réunion afin de « relancer le conseil des chefs de la république et d'organiser un congrès des peuples de Russie ». La crise tchéchène illustre le défi auquel se trouve confrontée la fédération de Russie contrainte de définir de nouveaux liens avec ses entités constitutives.

Pour Moscou, cette intervention sur son propre territoire ne constitue en quelque sorte qu'une opération de maintien de l'ordre quand, dans le même temps, les tchéchènes luttent contre l'intervention d'une puissance « extérieure » s'opposant par la force au droit d'un peuple à disposer de lui-même. Cette dynamique des peuples à disposer d'eux-mêmes pousse à la dislocation des états depuis deux décennies (Yougoslavie, URSS, Tchécoslovaquie ...).

La question qui se pose alors est de savoir s'il ne s'agit pas d'une guerre coloniale.

S'il est difficile de trancher, il peut toutefois être affirmé qu'il s'agit d'une guerre ethnique et nationale. Mais il est évident que ce point de vue n'est pas partagé par les dirigeants et le peuple russes pour qui la frontière sud-ouest est bien limitée par la chaîne du Caucase, donc au sud de la Tchétchénie.

Cet enjeu unitaire a été largement mis en avant par les différents partis et candidats à la Douma lors du scrutin du 19 décembre 1999. Tous les prétendants militaient pour la reconquête de la Tchétchénie et l'unité du pays et c'est le parti du président qui, fondé deux mois plus tôt seulement, est arrivé en tête.

La reconquête de cette province vise donc pour les russes à la fois à laver l'affront infligé en 1994 et à assurer une unité qui ne semble plus avérée.

212. – Les aspects de politique intérieure : l'affaire tchéchène représente en effet, au plan de la politique intérieure, un enjeu majeur dans le cadre de la succession de Boris Eltsine au poste de président de la fédération de Russie à l'occasion des élections de mars 2000. La volonté de prendre Grozny avant les élections à la Douma soulignait l'enjeu unitaire. Devant l'impossibilité de tenir cette échéance, l'enjeu pouvait être repoussé pour deux raisons. La prise de la capitale pourrait alors servir à l'élection de Vladimir Poutine (président par intérim) à la succession d'Eltsine mais aussi à rendre l'investissement de Grozny moins gourmand en vies humaines ; si tant est que les dirigeants russes soient désormais sensibles à ce genre d'argument et que les combattants tchéchènes ne soient pas en mesure de battre l'armée russe. L'hypothèse, après huit mois de résistance acharnée et efficace, ne pouvait décidément pas être écartée. La chute de Grozny, ou le retrait volontaire des combattants tchéchènes pour poursuivre une résistance plus efficace dans les montagnes du sud après avoir démontré leur valeur guerrière et leur capacité à résister à la machine de guerre russe a toutefois constitué une incontestable victoire pour le président par intérim Poutine. Ancien cadre de l'armée rouge et du KGB, sa victoire est celle de ces deux piliers du régime. Elle servirait à la fois de caution à ces deux entités mais aussi de rempart à un éventuel coup d'Etat de généraux rentrant vainqueurs du Caucase. Cette éventualité était envisagée avec insistance en décembre 1999 par une partie de la presse française. Elle favorisera sans conteste l'élection de Poutine en mars 2000 aux élections présidentielles et donc une certaine stabilité du continent russe souhaitée à la fois par les Etats-Unis et l'Union européenne.

213. – La dimension régionale : la politique russe dans la région caucasienne vise à réoccuper un espace faisant traditionnellement partie de son aire d'influence. Dans la période actuelle d'affaiblissement chronique de l'état russe, elle vise à éloigner du jeu les turcs et les iraniens qui constituent les deux autres grandes puissances régionales. Si le fondamentalisme iranien n'a pas eu d'écho dans la région -à la différence de l'islam sunnite-, la Turquie semblait plus à même de jouer un rôle important dans la région. D'ailleurs, les iraniens et les indiens restent des alliés des russes quand la Turquie et le Pakistan, voire l'Afghanistan jusqu'au retrait des soviétiques, bénéficient du soutien américain. Par contre, une alliance entre les turcs, les cinq peuples d'Asie centrale (Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan, Kirghizstan et Kazakhstan) et les peuples islamistes du Caucase est une des craintes de la diplomatie russe. En effet, les caucasiens sont nombreux en Anatolie et les affinités ethniques, linguistiques et religieuses fortes. La Turquie pouvait sembler chargée, avec la bénédiction de Washington, de rattacher le Caucase à l'Occident, voire de constituer un arc Istanbul-Bichkek contenant la Russie au sud.

Le succès de Moscou dans cette région a été rendu possible par deux facteurs. D'une part, la Turquie, du fait du problème kurde, a dû adopter une position très neutre vis-à-vis du Caucase en général et de la Tchétchénie en particulier. Moscou ne contrarie pas la lutte des turcs contre les kurdes tout comme Ankara ne se mêle pas de la répression russe à Grozny. Les deux pays sont confrontés dans la région à des menées islamistes. Le régime laïc d'Ankara s'oppose à la montée de l'islam au sein de son pays, par le biais de l'armée et en vue d'une hypothétique entrée dans l'Union européenne. Moscou affronte des clans tchéchènes islamisés et soutenus par certains mouvements fondamentalistes. Leurs armes d'ailleurs, quand elles ne leur ont pas été vendues par des soldats russes, proviendraient d'Afghanistan et des cinq nouveaux pays d'Asie centrale et seraient financées par la drogue.

D'autre part, les puissances occidentales ont limité leur action dans la région à leur implication dans la prospection et l'acheminement du pétrole du Caucase et de l'Asie

centrale. D'ailleurs, les occidentaux ont cédé en 1993 aux demandes de Boris Eltsine visant à maintenir sous son contrôle l'ex-empire soviétique. Plus tard, à la demande du même Eltsine d'augmenter les forces armées russes dans le Caucase (en violation des accords limitant les armements conventionnels en Europe), les dirigeants anglais et américains n'ont pas opposé de refus formel. Ces derniers semblent plus intéressés par les états de l'Europe de l'est et prêts à laisser, « en échange », le Caucase à Moscou.

Le fait que quasiment tous les états du Caucase soient engagés dans des conflits armés banalise en quelque sorte l'attitude russe en Tchétchénie.

L'attitude de l'Iran semble très prudente en la matière. Les dissensions internes dues aux tentatives de libéralisation de son président et surtout l'affrontement larvé avec l'Afghanistan pourraient expliquer cette réserve. Ce pays, nous l'avons dit, est d'ailleurs objectivement un allié de Moscou dans la région.

Le Pakistan et les talibans apporteraient un soutien discret aux combattants tchéchènes par le biais d'une formation militaire.

La seule puissance émergente de la région est l'Ouzbékistan. Toutefois, ses aspirations actuelles se limitent à la domination de l'Asie centrale et à l'intégration de ses minorités situées dans les pays limitrophes : Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan et Afghanistan.

Au plan géopolitique, la Russie est donc en position favorable. Elle a en effet réussi à réintégrer dans son orbite les nouvelles républiques caucasiennes. Aucune des puissances régionales ne semble de plus vouloir s'affronter à elle et contester son leadership sur la région, même si la déliquescence actuelle de la Russie limite cette domination à celle d'un acteur incontournable mais pour l'instant seulement potentiel.

22. LES ROUTES DU PETROLE

221. – Le réseau existant : la découverte du pétrole tchéchène et le développement concomitant du réseau ferroviaire autour de Grozny a été évoqué supra ainsi que le rôle de carrefour joué par la capitale pour l'expédition du pétrole sibérien ou de Bakou. La ligne ferroviaire Rostov-Grozny-Bakou est la plus ancienne au sud de la Russie. Elle a joué un rôle stratégique majeur durant les deux guerres mondiales. Jusqu'à l'éclatement de l'empire, Grozny sert de plate-forme pour l'exportation du pétrole des trois Bakou, de Sibérie occidentale et de Tchétchénie mais aussi du Kazakhstan et de Turkménie. Les raffineries sont concentrées à Grozny et les produits expédiés via le port de Novorossisk sur la mer noire.

Le réseau actuel d'oléoducs est détaillé sur la carte numéro 5.

On y constate la place stratégique occupée d'ores et déjà par la Tchétchénie, plaque tournante et nœud gordien de la région en matière de transport d'hydrocarbures.

Ceci explique l'intérêt géopolitique de la Tchétchénie et la volonté russe de contrôler Grozny.

222. – Nouveaux gisements et nouvelles routes : si les gisements de Grozny et de Bakou I et II s'épuisent à l'aube des années 1980, de nouvelles réserves sont découvertes à cette époque. En effet, les proclamations d'indépendance par les républiques soviétiques fin 1991 si elles marquent le démantèlement de l'empire, voient affluer les investisseurs étrangers attirés par les indices prometteurs de la Caspienne et des républiques asiatiques : Turkménistan (Krasnovodsk) et Kazakhstan (Tenguiz). La présence des majors américaines (Chevron, Anglo-Dutch, Pennzoil, Amoco, Mc Dermott), britanniques (BP, British gas, Ramco oil), italienne (Agip), française (Elf), turque (Botaf), norvégienne (Statoil) est facilitée par l'abandon au plan économique par les russes de ces régions depuis les années quatre-vingt.

Les occidentaux s'intéressent aussi à Bakou et à toute la Caspienne dont le sous-sol regorgerait de pétrole et surtout de gaz naturel. Selon certaines estimations (P. Chuvin et Gentelle : asie centrale, l'indépendance, le pétrole et l'islam) les 400000 km² de la Caspienne renfermeraient 100 milliards de barils de pétrole en réserve et 7,5 milliards de m³ de gaz. Mais face à ces fabuleuses richesses se pose aussitôt le problème de l'acheminement de ces ressources. C'est en effet avec les frais d'exploration, le prix du pétrole extrait qui en dépend et donc la viabilité économique de ces projets. A cet aspect économique s'ajoute le problème géopolitique relatif au choix du tracé des oléoducs nécessaires.

Les voies les plus commodes sont celles qui existent déjà, par Grozny et Novorossisk. Mais le trajet choisi, par la Géorgie et la Turquie au sud du Caucase (trajet sud-ouest) ou par l'Iran (trajet sud), implique à la fois des risques au plan des conflits internes (Tchéchénie, Ossétie, Abkhazie, Kurdistan) et des choix au niveau des alliances régionales du fait des droits versés qui s'annoncent considérables. Il s'agit d'enjeux exceptionnels pour tous les pays de la région, producteurs ou simplement accueillant les pipes-lines.

La Russie est concernée comme producteur (pétrole tchéchéne, tatar, de Bakou, de Sibérie) mais aussi par le fait qu'elle veut à toute force imposer le passage des oléoducs par le nord et donc son territoire pour contrôler cette matière première vitale pour l'Occident et en percevoir les revenus. Dans cette option, le pipe-line aboutit à la mer noire. Il doit donc transiter par les Dardanelles et la Turquie, à défaut par la Roumanie, la Bulgarie et la Grèce. Mais dans ce dernier cas de figure, le passage des Dardanelles pose un problème à la fois de capacité et de risque écologique, sans parler de l'attitude turque.

Cet aspect de la crise tchéchéne n'est en tout cas pas étranger au conflit depuis 1994, surtout quand on rappelle le poids de l'oligarchie du pétrole à Moscou.

L'argument pétrolier a également pesé très lourd dans la détermination d'indépendance des tchéchénes. En 1991, Doudaïev rêve d'imiter les pétro-monarchies du golfe basées sur l'or noir. A leur image, il veut instaurer une monnaie locale basée sur ses revenus pétroliers, le « tchokh » correspondant à dix litres d'essence. Mais ce rêve restera sans lendemain. Par contre, la persistance du conflit remet en question le projet d'oléoduc via Grozny.

De la même façon, le projet de l'Azerbaïdjan d'utiliser le vieux oléoduc Bakou-Batoumi passant par la Géorgie, pour ne pas dépendre de Moscou, se heurte au conflit ossète et des abkhazes contre les géorgiens. La Turquie quant à elle propose son pipe-line passant en Anatolie du sud et qui n'est plus utilisé depuis l'embargo contre l'Irak. Cette fois, c'est le conflit kurde qui hypothèque la proposition mais aussi l'affrontement des azéris contre les arméniens.

Le troisième projet, via le sud et l'Iran, est catégoriquement rejeté par les Etats-Unis pour des raisons évidentes malgré l'intérêt des républiques d'Asie centrale pour cet accès direct à la mer.

Lors de la passation des différents contrats en 1994, la Russie et la Turquie, pour rendre plus crédibles leurs propositions ont d'ailleurs déclenché des opérations de nettoyage dans les zones concernées : Tchéchénie et Kurdistan. Toutefois, leur double échec a contraint les différents partenaires à un attentisme prudent jusqu'en 1996. A cette date, un accord est signé entre les actionnaires des gisements, la Turquie et la Russie. Il prévoit un partage à parts égales entre les deux oléoducs des quantités de pétrole extraites.

Mais les tchéchénes, eux aussi, ont pris conscience de cet enjeu énorme. Les prises d'otages de 1995 et 1996 visaient deux villes abritant des pompes principales des pipe-lines existants : Kizliar et Boudionnovsk. D'ailleurs, le chef de guerre le plus important Bassaïev, grièvement blessé lors du second siège de la capitale, ne peut qu'en être convaincu : il est diplômé de l'institut de l'industrie pétrolière de Grozny.

L'évolution du conflit armé correspond tout autant aux échéances de politique intérieure russe qu'à l'avancement du dossier des oléoducs. Les tchéchènes se sont même déclarés prêts à négocier avec Moscou lorsqu'elle a fait part de son intention de contourner la Tchétchénie ...

Il reste que l'une de ces nouvelles routes passera par la Russie. Ainsi, les occidentaux satisferont Moscou et s'assureront un cheminement sûr loin des conflits régionaux si le tracé évite Grozny. Qu'il emprunte ou non la Tchétchénie importe peu aux russes qui disposent là d'un argument de poids vis-à-vis des tchéchènes.

Il faut également mentionner l'intérêt de la région caucasienne pour l'expédition du pétrole de l'Asie centrale. : Tadjikistan, Kazakhstan, Turkménistan, Ouzbékistan et Kirghizstan. En 1994, le président Clinton la déclarait « zone d'intérêt stratégique pour les Etats-Unis » dans le cadre de la diversification des approvisionnements de son pays.

Z. Brzezinski, dans son ouvrage « le grand échiquier » en 1997 la qualifie même de « futur axe du monde ».

23. LES ALLIANCES REGIONALES

Les rapprochements évoqués à l'occasion des enjeux pétroliers prolongent les rivalités et les enjeux régionaux. Les principaux acteurs en la matière sont les Turcs, les Iraniens, l'Azerbaïdjan (Etats islamisés) ; l'Arménie et la Géorgie (Etats chrétiens tout comme la Russie).

231. *Le jeu des alliances* : la religion explique, avec les intérêts géopolitiques, les alliances régionales. La Russie est en effet le seul véritable soutien des Arméniens dans la région et ce, Haut-Karabach oblige, contre l'Azerbaïdjan. Son attitude vis-à-vis de la Géorgie, de même religion, est plus ambiguë.

Les Etats-Unis et l'Allemagne (comme vient de le souligner la vente récente de mille chars de combat Léopard II) soutiennent la Turquie mais aussi la Géorgie. Leur attitude vis-à-vis de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan est plus équilibrée.

232. – *L'isolement tchéchène* : les indépendantistes tchéchènes demeurent bien seuls dans leur affrontement contre Moscou. Hormis l'Estonie qui a reconnu leur émancipation et malgré le soutien d'une partie importante de la diaspora, la Tchétchénie reste dramatiquement seule. La Turquie limite son soutien à l'accueil des réfugiés. Les acteurs locaux craignent par-dessus tout de mécontenter la Russie.

Le soutien islamiste est plus difficile à déterminer. Si des combattants islamiques sont signalés dans les rangs tchéchènes, dont certains proviendraient ou auraient été entraînés en Afghanistan -où l'on reparle du trop fameux Ben Laden- cet appui se fait bien discret et ne pourrait consister qu'en un financement incertain.

Le soutien de la communauté musulmane est resté très limité.

Certes, la confédération des peuples du Caucase (regroupant les petits peuples de la fédération russe et de la Géorgie qui ne bénéficiaient pas d'un statut de république soviétique) fut la première à se manifester en mettant en place, dès fin 1994, un état-major de coordination de l'aide à la Tchétchénie. Des points de regroupement des volontaires furent ouverts dans les principales villes du Nord-Caucase. Des moudjahidins afghans, avec la complicité de l'Azerbaïdjan, seraient venus apporter leur aide. Mais cet appui s'est vite dilué et les islamistes se sont rapidement divisés sur ce sujet sensible. Les représentants de l'islam post-

soviétique se sont refusés à jouer la carte religieuse de peur d'ouvrir la porte à des influences étrangères.

Mais le conflit a des retombées à l'échelle du monde musulman tout entier. Les réactions de l'Arabie saoudite, de la Turquie et d'autres membres de l'OCI lors du sommet de Casablanca mi-décembre 1994 montrent que le monde musulman n'a pas pu rester indifférent au sort de ce petit peuple musulman. Cette compassion, nous l'avons dit, ne s'est pas traduite dans les faits. Tout au plus, au plan des consciences islamistes, la Tchétchénie est-elle venue rejoindre la Palestine et la Bosnie au panthéon des peuples musulmans persécutés par des puissances occidentales impies.

24. LA GUERRE ACTUELLE : REACTION DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE ET DE L'EUROPE

Nous avons vu plus haut les conséquences et les enjeux pour la région du Caucase, la Russie et les puissances régionales -Turquie et Iran- du conflit Tchétchène. Ceux-ci ne sont évidemment pas neutres pour les deux entités géopolitiques majeures que constituent les Etats-Unis et l'Union européenne.

241. – *Les Etats Unis d'Amérique* : soutien de la Turquie, les Etats-Unis sont impliqués dans la crise caucasienne à deux niveaux.

Au plan économique, les sociétés pétrolières américaines sont très impliquées dans les projets de forages et d'oléoducs de la Caspienne et de l'Asie centrale -pour environ des deux-tiers des investissements-. A ce titre, ils veulent protéger cette future voie d'approvisionnement en énergie qui restera modeste mais permettra une diversification bienvenue de leurs fournisseurs trop concentrés à l'heure actuelle sur le moyen orient.

Au niveau politique, son opposition à l'Iran et sa volonté de soutenir, par delà les rumeurs de scandale financier la Russie, l'ont amené à soutenir le double projet d'oléoducs par le nord et la Russie et par le sud et la Turquie.

Ce soutien à Moscou, allié à l'intransigeance russe, explique la relative passivité de Washington face au drame tchéchène. Seules quelques vagues menaces de rétorsions économiques ont été proférées lors de la réunion de l'organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (O.S.C.E.). Toutefois, le changement de président aux Etats-Unis en l'an 2000 pourrait éventuellement faire évoluer la position américaine si le prochain élu était issu du clan républicain.

242. – *L'Union Européenne* : la réaction européenne face au drame tchéchène a été encore plus timorée que celle des Etats-Unis. On connaît les difficultés rencontrées par l'U.E. pour parler d'une seule voix dans les problèmes de relations extérieures. La création avec le traité de Maastricht puis d'Amsterdam d'une politique étrangère et de sécurité commune (P.E.S.C.), puis la désignation d'un « Monsieur PESC » -Xavier Solana, ancien secrétaire général de l'OTAN- n'a pas encore amélioré sensiblement les choses.

Lors du sommet européen d'Helsinki, les responsables européens avaient brandi la menace de sanctions à l'encontre de la Russie. Il leur fallait donc y donner une suite d'une manière ou d'une autre sous peine de mécontenter les organisations non gouvernementales et de se déjuger. Le 24 janvier 2000, les européens décident donc de suspendre la signature avec la Russie d'un accord scientifique et la mise en sommeil du programme d'aide Tacis. Ils s'en tiennent donc à des sanctions symboliques convaincus qu'il ne faut pas créer l'irréparable avec Poutine qui pourrait s'installer durablement au Kremlin à partir du mois de mars.

L'union a de plus conscience que la guerre actuelle est soutenue largement par l'opinion publique russe et que de véritables sanctions ne feraient que désigner l'U.E. comme « l'ennemi extérieur de la Russie ».

De plus, au sein de l'union, les différends restent importants notamment entre l'Allemagne et ses partenaires. Si les implications économiques ne sont pas fondamentales (mais quand même pas neutres), les visées allemandes envers la Mittle Europa et plus à l'est vers la Russie -où elle est très engagée financièrement- font que les intérêts sont divergents. La France et la Grande Bretagne, quoiqu' impliquées de façon significative au plan économique en Russie et en Asie centrale, ne font pas de ces régions un de leurs axes majeurs d'intérêt. Ils sont certes attachés à la stabilité de la zone. Le président Chirac a noué avec certains dirigeants des relations d'amitié réelles. Cependant, de Berlin à Londres en passant par Paris, la stabilité de la région est la préoccupation fondamentale bien avant les problèmes de défense des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes ou de politique d'endiguement d'une éventuelle poussée islamiste que pourrait représenter la volonté d'émancipation tchéchène.

Les européens tiennent par dessus tout à la stabilité de la région que la Russie, seule, semble capable d'assurer.

Tout comme les Etats-Unis, tout juste ont-ils donc consenti à faire pression sur Moscou pour que la nouvelle reconquête de la Tchétchénie soit la moins cruelle possible.

A la mi-février 2000, le club de Londres qui regroupe le consortium des banques privées créancières de la Russie, a effacé les deux tiers de la dette russe ...

Et comme l'article 2§7 interdit à l'O.N.U. d'intervenir dans les affaires intérieures des états sauf si ceux-ci le demandent, la justification à l'inaction est toute trouvée, s'il en était besoin.

CONCLUSION

A l'heure où s'achève la difficile reconquête de la majorité du territoire tchéchène, les données géopolitiques restent pérennes. Il y a d'ailleurs fort à parier que la résistance tchéchène, qui est à nouveau repliée dans les montagnes, ne sera jamais totalement réduite par les forces russes. Le précédent à la fois afghan et de la récente guerre de 1994 va d'ailleurs certainement dissuader les troupes de Moscou d'envisager une éradication complète des « bandits tchéchènes ».

Au moins, avec la conquête de Grozny, l'honneur russe est-il sauf, même si c'est à nouveau au prix de milliers de victimes de part et d'autre.

Cette victoire chèrement acquise, quoiqu'incomplète, permettra aux dirigeants en place à Moscou de sauvegarder l'unité de la fédération russe et d'assurer la pérennité de l'oligarchie au sommet du pouvoir. Poutine pourra succéder démocratiquement à Eltsine à la présidence de l'Etat russe en mars 2000, au grand soulagement des occidentaux rassurés de voir le pouvoir en place, malgré ses défauts désormais connus, assurer une stabilité bienvenue dans la région. Ils pourront poursuivre leurs activités commerciales avec l'ensemble des Etats de la zone, avec l'appui de leur allié turc et à l'ombre tutélaire de la Russie. Elle aura réussi à maintenir sa domination sur la région caucasienne, voire en Asie centrale où elle est désormais en concurrence avec l'Ouzbékistan. L'enjeu des gisements d'hydrocarbures et de leurs routes aura contribué de façon décisive au maintien du statu quo.

Si la volonté de résistance et d'émancipation des tchéchènes ne fait aucun doute, si leurs qualités guerrières sont reconnues depuis près de deux cents ans, ce peuple devra surmonter ses divisions internes s'il veut parvenir à l'indépendance.

Ce que l'Afghanistan a réussi -avec l'aide des Etats-Unis et du Pakistan ce qui constitue une différence notable-, la Tchétchénie pourrait y aboutir également, même seule. Mais cette lutte, du fait des enjeux multiples au sein de la région, ne peut que conduire à de nouveaux affrontements qui scelleraient la ruine totale et définitive du pays. De plus, l'enclavement absolu de ce pays entouré de voisins hostiles constitue un handicap majeur.

Il lui faudra donc composer avec le fait russe pour, plutôt qu'une indépendance illusoire car trop coûteuse, négocier avec la fédération de Moscou une paix des braves qui ménage à la fois leur légitime autonomie et leur place au sein de l'ensemble C.E.I.

Cette option semble la seule à même d'assurer les intérêts légitimes des deux entités, une paix durable dans la région et de mettre un terme, une fois pour toute, à l'instabilité chronique de la zone. Celle-ci favorise les ingérences et les appétits des puissances locales ou non et entretient l'instabilité. Cette volonté nécessite l'accord des puissances mais aussi l'adhésion de l'ensemble des tchéchènes. Si la division empêche les tchéchènes de gagner la guerre contre les russes, elle les empêchera tout autant de gagner la paix.

La raison et l'unité sont donc les deux facteurs qui permettront aux Tchétchènes d'assurer à la fois leur survie et leur développement dans une région en paix. Mais s'ils n'y parviennent pas, leur existence même sera gravement menacée. Ils pourraient alors disparaître purement et simplement comme déjà plusieurs autres peuples caucasiens. Ceci entraînerait une réelle modification de la structure géopolitique du Caucase, prélude à nouveau à des troubles et à des affrontements dans la zone. La spirale de l'instabilité serait à nouveau engagée.

La voix de la raison ne peut-elle être entendue par les deux parties ?

Hélas, les divisions tchéchènes et la déliquescence du pouvoir russe peuvent en faire douter.

CARTOGRAPHIE

« Pas de carte sans géopolitique, pas de géopolitique sans carte » F. Thual

Carte n°1 : Vue d'ensemble de l'Europe orientale : Anatolie et Caucase

Carte n° 2 : Les républiques de Transcaucasie

Carte n° 3 : La Transcaucasie russe et ses minorités nationales

Carte n° 4 : La république autonome de Tchétchénie

Carte n° 5 : Les oléoducs du sud de la CEI et du Moyen-Orient

Carte n° 6 : Les projets d'oléoducs

**CARTE N° 1 : VUE D'ENSEMBLE DE L'EUROPE ORIENTALE,
ANATOLIE ET CAUCASE**

CARTE N° 2 : LES REPUBLIQUES DE TRANSCAUCASIE

**CARTE N° 3 : LA TRANSCAUCASIE RUSSE ET SES
MINORITES NATIONALES**

CARTE N° 4 : LA REPUBLIQUE AUTONOME DE TCHETCHENIE

**CARTE N° 5 : LES OLEODUCS DU SUD DE LA CEI ET DU MOYEN-
ORIENT**

CARTE N° 6 : LES PROJETS D'OLEODUCS

BIBLIOGRAPHIE

Aymeric Chauprade et François Thual, dictionnaire de géopolitique, édition ellipses

Hervé Couteau-Bégarie, traité de stratégie, édition economica

Aymeric Chauprade, introduction à la géopolitique, édition ellipses

François Thual, méthodes de géopolitique, édition ellipses

Pierre Chuvin et Pierre Gentelle, Asie centrale, l'indépendance, le pétrole et l'islam, éditions marabout-le monde

Jacques Saphir, Le chaos russe, édition la découverte, 1996

Yves Lacoste, questions de géopolitique, l'islam la mer et l'afrique, Paris, le livre de poche, 1988

Hérodote, revue de géopolitique, géopolitique du Caucase, n° 81, 2° trimestre 1996

Hérodote, géopolitique des islams, première partie, les islams périphériques, n° 35, 4° trimestre 1984, deuxième partie les centres de l'islam, n° 36, février 1985

Le cercle de Samarcande, Hérodote n° 84, 2° trimestre 1997, la découverte
Philippe Fragues, R. Boustani, atlas du monde arabe, Paris, Bordas, 1990

Anawati et Gardet, Mystique musulmane, Aspects et tendances, expériences et techniques, Paris, 1961

Bennigsen et Lemercier, les musulmans oubliés, l'islam en union soviétique, Maspero, Paris, 1986

Vassilieva et Mouzaev, le Caucase du nord en quête d'une idéologie régionale, édition du progrès, Moscou, 1994

Victor Fourniau, histoire de l'Asie centrale, collection que sais-je ?, presses universitaires de France, 1994

la Tchétchénie, collection que sais-je ?, presses universitaires de France, 1997

L'islam, collection que sais-je ?, presses universitaires de France

G. Chaliand et JP Rageau, atlas stratégique, éditions complexe, 1992

REVUES – HEBDOMADAIRES :

Le point, l'express, le monde diplomatique, le nouvel observateur, Paris-match, l'événement du jeudi, spectacle du monde, courrier international, valeurs actuelles, times, newsweek, Ramsès, l'état du monde, rapport de l'IFRI, l'année stratégique 2000.

QUOTIDIENS :

Le monde, le figaro, libération.